

Meilleurs vœux pour 2003

Convention

♦ La Convention a arrêté son calendrier pour les six prochains mois : dix réunions de plénière sont fixées (20/21 janvier, 6/7 et 27/28 février, 17/18 mars, 3/4 et 24/25 avril, 15/16 et 30/31 mai, 5/6 juin – et 12/13 en cas de nécessité) ; le présidium doit se réunir une douzaine de fois ; le président de la Convention participera aux travaux des deux Conseils européens sous présidence grecque.

♦ Le présidium a commencé, le 9 janvier, la rédaction des articles sur les compétences de l'Union (titre III de son avant projet). Il poursuivra avec la rédaction des articles sur les objectifs de l'Union (titre I), puis ceux sur la citoyenneté et les droits fondamentaux (titre II). Les premiers résultats seront présentés aux Conventionnels fin janvier.

Services d'intérêt général

♦ **Pénélope** : MM Prodi, Barnier et Vittorino ont présenté, en leur noms propres, une contribution au projet de Constitution européenne, baptisé "Pénélope", dans laquelle les services d'intérêt général sont traités en parent pauvre. Ainsi : l'article 4 prévoit que l'Union tient compte des services publics des Etats membres. En renvoyant ainsi l'organisation des services publics au niveau des Etats membres, "Pénélope" revient à une conception de juxtaposition de quinze marchés nationaux, comme avant l'Acte unique (1986), et exonère l'Union européenne de ses propres responsabilités sur la construction de services européens d'intérêt général ; l'article III-16 (qui reprend l'article 86 actuel) traite encore les services d'intérêt général comme exception à la politique de la concurrence ; l'article III-28 sur les transports reconnaît que des aides sont compatibles avec la Constitution lorsqu'ils correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public. L'article 16 de l'actuel traité a disparu, ainsi que la notion de cohésion territoriale.

♦ **Parlement européen** : Le 19 décembre dernier, la Commission européenne, représentée par la commissaire Reding, a présenté une déclaration de la Commission sur son prochain Livre vert sur les services d'intérêt général qui a provoqué de vives réactions de la part des députés européens de tous bords. Ceux-ci ont rappelé qu'ils s'étaient déjà clairement prononcés sur les services d'intérêt général, qu'il ne s'agissait plus de tergiverser et qu'il était temps de produire un cadre juridique clair.

♦ **Cour de justice** : dans une des affaires pendantes devant la Cour et susceptibles, selon la Commission, de venir renverser la jurisprudence Ferring en matière d'aides d'Etat (voir bulletin 119), l'Avocat général Léger a estimé, le 14 janvier dernier, que le financement des services publics constitue une aide publique au sens du droit communautaire. Les Etats membres doivent par conséquent notifier leurs projets de financement à la Commission et ne peuvent les mettre à exécution sans son autorisation préalable, délivrable sous deux mois. Par ailleurs, il n'y aurait pas besoin d'autorisation si la Commission adoptait un .../..

Best wishes for 2003

Convention

♦ The Convention has published its meeting timetable for the coming six months: ten plenary meetings are scheduled for (20/21 January, 6/7 and 27/28 February, 17/18 March, 3/4 and 24/25 April, 15/16 and 30/31 May, 5/6 June and if necessary 12/13 June); The Presidium will hold twelve meetings, the Convention president will take part in the two European Councils under the Greek Presidency.

♦ On 9th January the Presidium started drafting articles on the competences of the Union (heading II of the its pilot study). This will be followed by the drafting of articles concerning the Union's objectives (heading I), then those on citizenship and fundamental rights (heading II). The first results of this work will be presented to Conventioneers end January.

Services of general interest

♦ **Penelope**: Messrs Prodi, Barnier and Vittorino presented, on their own behalf, a contribution to the European Constitution draft they called "Penelope", in which services of general interest are poorly treated. Thus: article 4 calls the Union to recognise public services of Member States. In transferring in this manner the organisation of public services to the level of Member States, "Penelope" goes back to the idea of juxtaposition of the fifteen national markets as was the case before the Single Act (1986) and by so doing frees the European Union of its own responsibility in the construction of European services of general interest; article III-16 (which is essentially the present article 86) still considers services of general interest as an exception to the competition policy; article III-28 on transports, admits that State aid is compatible with the Constitution when it is linked to the repayment of certain constraints inherent in the notion of public service. Article 16 of the present treaty has been excluded so too has the notion of territorial cohesion.

♦ **European Parliament**: On 19th December, the European Commission, represented by Commissioner Reding, presented the Commission's declaration on the coming Green Paper on services of general interest which brought about strong reaction from members of Parliament of all sides. The Parliamentarians argued that they had already given their views on services of general interest and that there was no need to continue prevaricating. It was now time to come up with a clear legal framework.

♦ **Court of Justice**: In one of the cases pending before the Court and which, according to Commission are likely to reverse the Ferring case law on State aid (see bulletin 119), on 14th January the Advocate General Leger, considered that the financing of services of general interest, constitutes public aid on the basis of Community law. Member States must therefore make known to the Commission their financing projects and cannot execute them without its prior approval, obtainable within a period of two months. Further there would have been no need for approval if the Commission had adopted a .../...

"règlement d'exemption par catégorie". Enfin, selon lui, ce mécanisme de contrôle des aides n'est pas de nature à nuire à la qualité et à la continuité des services publics dans les Etats membres. L'arrêt sur cette affaire sera prononcé ultérieurement (affaire C-280/00, Altmark Trans GmbH).

♦ **EAPN** (Réseau européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion) a envoyé une lettre à tous les Conventionnels, le 30 décembre dernier, où il se prononce en faveur d'un traité constitutionnel qui prévoit, notamment, l'adoption d'une directive cadre visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et pour le maintien, d'un cadre légal en matières d'accès aux services d'intérêt général.

Pensions

♦ La Commission a présenté, le 14 décembre 2002, une communication sur un projet de rapport sur "des pensions viables et adéquates". Le projet évalue les régimes de pension des Etats membres pour qu'ils continuent à remplir leur mission sociale et propose une modernisation de leur architecture pour répondre aux nouveaux défis auxquels ils sont confrontés. Ce copieux document souligne, notamment, qu'il faut encourager les travailleurs à rester plus longtemps sur le marché du travail, en rappelant que : depuis le Conseil de Barcelone on essaie de retarder l'âge de départ à la retraite (63 ans au lieu de 58 ans en moyenne aujourd'hui) ; il faut que les régimes de retraite ne mettent pas en péril le pacte de stabilité et de croissance ; les régimes par capitalisation peuvent contribuer aux pensions futures (voir également ci-dessous). La politique des pensions étant de la compétence des Etats membres, la Commission souhaite aider les décideurs politiques nationaux par ce rapport, destiné à être présenté au Conseil européen de printemps. Le rapport comporte en annexe un résumé de la situation pour chacun des quinze Etats membres de l'Union.

www.cec.eu.int/comm/employment_social/news/2002/

♦ Eurostat a publié, le 17 décembre 2002 un rapport sur les fonds de pension (149/2002) qui constate que les cotisations aux fonds de pension ont augmenté de 62% entre 1997 et 2000 dans l'Union européenne, ainsi que la Norvège, la Suisse et l'Islande (cette moyenne recouvrant des disparités : de -54% en Finlande à + 308% en Espagne). Le rapport précise que les fonds de pension ont pour but de fournir des prestations complémentaires à celle assurée par la sécurité sociale obligatoire et qu'ils sont considérés comme une des réponses possibles aux difficultés financières que connaissent les systèmes publics de protection sociale.

www.cec.eu.int/comm/eurostat/

Initiatives

Le CELSIG, le CEEP et EPSU organisent une journée commune où **la société civile interroge des Conventionnels sur la place des services d'intérêt général dans la future Constitution européenne**, le 31 janvier 2003, au Parlement européen à Bruxelles.

Cette journée permettra de comparer les diverses propositions de la société civile sur les services d'intérêt général, d'analyser le rapport du groupe de travail "Europe sociale", de discuter des suites que les organisations donneront à leur initiative.

Programme et informations : celsig@globenet.org

"exemption regulation on category basis". Finally, according to the Advocate Leger this verification mechanism for aid will not affect the quality and the continuity of public services in Member States. The decision on this case will be taken later (case C-280/00, Altmark Trans GmbH).

♦ **EAPN** (European Anti-Poverty Network) has sent a letter to all conventioners on 30th December in which it declares itself to be in favour of a Constitutional Treaty providing for, in particular, the adoption of a framework directive aimed at fighting against poverty and social exclusion and for the maintenance of a legal framework concerning access to services of general interest.

Pensions

♦ On 14th December 2002, the Commission presented a communication on the draft report concerning "feasible and adequate pensions". The draft assess pension systems in Member States to ensure that they continue to fulfil their social mission and it proposes a modernisation of their architecture so as to enable them surmount new challenges they come across. This voluminous document stresses, in particular that, workers should be encouraged to stay on the job market much longer, recalling that; since the Council of Barcelona there has been an attempt to delay the retirement age (63 years instead of 58 on average today); the retirement system should not endanger the pact of stability and of growth; systems by capitalisation could contribute to future pensions (see also below). Since the system of pensions falls under the competence of Member States, the Commission wishes to help national policy makers through this report which is to be presented to the European Council in Spring. In the annexe the report presents a summary of the situation in each of the fifteen Member States of the Union.

www.cec.eu.int/comm/employment_social/news/2002/

♦ On 17th December Eurostat published a report on pension funds (149/2002) which points out that subscriptions to pension funds, in the European Union, Norway, Switzerland and Iceland had increased by 62% between 1997 and 2000 (this average hides some discrepancies; from -54% in Finland to +308 in Spain). The report insists that the aim of pension funds is to provide supplementary benefits to those already obtained from the compulsory social security system and as such they are considered as one of the possible solutions to the financial difficulties faced by public systems of social protection.

www.cec.eu.int/comm/eurostat/

Initiatives

The CELSIG, CEEP and EPSU are organising a joint workshop during which **the civil society will question Conventioners about the place of services of general interest in the future European Constitution**, at the European Parliament in Brussels on 31st January 2003.

This will be an occasion to exchange views on various proposals from the civil society concerning services of general interest, to analyse the report by the working group on "Social Europe" and to discuss different directions that the organisations would like their initiative to take.

Programme and enquiries : celsig@globenet.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : <celsig@globenet.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.